

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Sommet-presidentiel-Souverainete-et-securite-alimentaire-aliments-pour-la-vie-Intervention-d-Esteban-Lazo-Hernandez>

**Sommet présidentiel : «
Souveraineté et sécurité
alimentaire, aliments pour la
vie : Intervention d'Estéban
Lazo Hernández**

Date de mise en ligne : vendredi 9 mai 2008

- Notre Amérique -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Cher commandant Daniel Ortega, président du Nicaragua ;

Honorables présidents et hauts représentants,

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2005, nous payions la tonne de riz 250 dollars ; aujourd'hui, nous la payons 1 050, le quadruple. Nous payions la tonne de blé 132 dollars ; aujourd'hui, nous la payons 330, deux fois et demie plus. Nous payions la tonne de maïs 82 dollars ; aujourd'hui, nous la payons 230, quasiment le triple. Nous payions la tonne de lait en poudre 2 200 dollars ; aujourd'hui, nous la payons 4 800. C'est là une situation perverse et intenable.

Cette réalité a des retombées internes sur les marchés de la plupart des pays de notre région et du monde, touchant directement la populaire, en particulier les plus pauvres, et poussant à l'indigence des millions de personnes. Certains pays, voilà à peine quelques décennies, se suffisaient à eux-mêmes en riz et en maïs, mais les recettes néolibérales du FMI les ont incités à libéraliser leur marché et à importer des USA et d'Europe des céréales subventionnées, ce qui a abouti à la suppression de la production nationale. Compte tenu de la flambée des cours susmentionnée, toujours plus de personnes ne peuvent plus se nourrir de ces aliments de base. Il n'est donc pas surprenant qu'elles protestent, qu'elles descendent dans la rue afin de trouver le moyen de donner à manger à leurs enfants.

Dès 1996, au Sommet mondial de l'alimentation, Fidel avait lancé un cri d'alerte : « La faim, compagne inséparable des pauvres, est la fille de la distribution inégale des richesses et des injustices dans le monde. Les riches ne connaissent pas la faim. [...] Des millions de personnes sont mortes dans le monde en luttant contre la faim et l'injustice. »

La crise alimentaire qui nous convoque aujourd'hui est aggravée par les cours élevés du pétrole sur lesquels influe l'aventure militaire en Iraq et par leurs retombées sur la production et le transport des aliments ; par les changements climatiques ; par le fait que les USA et l'Union européenne consacrent toujours plus de grains et de céréales à la production de biocarburants ; et par les pratiques spéculatives du grand capital international qui mise sur les stocks d'aliments sans s'inquiéter de la faim des pauvres.

Mais l'essence même de cette crise ne gît pas dans ces phénomènes récents : elle se trouve dans la distribution inégale et injuste des richesses mondiales et dans le modèle économique néolibéral insoutenable imposé ces vingt dernières années au monde avec un fanatisme irresponsable.

Les pays pauvres qui dépendent des importations d'aliments ne sont pas en mesure de supporter ce coup. Leurs populations n'ont aucune protection. Et le fameux marché n'a, bien entendu, ni la capacité ni le sens des responsabilités nécessaires pour la leur procurer. Nous ne sommes pas face à un problème de nature économique, mais devant un drame humanitaire aux conséquences incalculables qui met même en danger la sécurité nationale de nos pays.

Faire retomber la crise sur une consommation accrue d'importants secteurs de la population dans des pays en développement à croissance économique accélérée, telles la Chine et l'Inde, constitue non seulement une prise de position insuffisamment fondée, mais encore une vision raciste et discriminatoire dans la mesure où elle considère comme un problème que des millions de personnes puissent accéder pour la première fois à une alimentation décente et saine !

Le problème, tel qu'il se traduit dans notre région, est lié essentiellement à la situation précaire des petits agriculteurs et de la population rurale dans les pays sous-développés, ainsi qu'au rôle oligopolistique des grandes sociétés transnationales de l'industrie agro-alimentaire.

Celles-ci contrôlent les cours, les technologies, les normes, les certifications, les réseaux de distribution et les sources de financement de la production alimentaire dans le monde. Elles contrôlent aussi le transport, la recherche scientifique, les fonds génétiques, l'industrie de fertilisants et de pesticides. Leurs gouvernements, en Europe, en Amérique du Nord et ailleurs, imposent les règles internationales qui régissent le commerce des aliments, ainsi que celui des technologies et des intrants permettant de les produire.

Les subventions agricoles aux USA et en Union européenne ne font pas qu'encherir les aliments que vendent ces pays ; elles imposent en plus un obstacle infranchissable à la vente sur leurs marchés des produits des pays en développement, ce qui a une incidence directe sur la situation de l'agriculture et des producteurs du Sud.

Il s'agit bel et bien d'un problème structurel de l'Ordre économique international en place, non d'une crise conjoncturelle qui peut se régler par des palliatifs ou des mesures d'urgence. La récente promesse de la Banque mondiale d'allouer 500 millions de dollars dévalués pour faire face à cette situation n'est pas seulement ridicule : c'est une plaisanterie de mauvais goût.

Pour s'attaquer à ce problème dans son essence et ses causes mêmes, il faut analyser et transformer les règles écrites et non écrites, les règles accordées et les règles imposées qui régissent aujourd'hui l'ordre économique mondial, ainsi que la création et la distribution des richesses, notamment en ce qui concerne la production et la distribution d'aliments.

Ce qui est décisif aujourd'hui, c'est envisager un changement profond et structurel de l'Ordre économique et politique international en vigueur, parce qu'antidémocratique, injuste, exclusif et intenable. Un ordre prédateur, responsable de situations telles que celles que Fidel dénonçait voilà douze ans : « Les eaux se polluent, l'atmosphère s'empoisonne, la nature se détruit. Ce n'est pas seulement la rareté des investissements, le manque d'éducation et de technologies, la croissance démographique accélérée, c'est aussi que l'environnement se dégrade et que l'avenir est toujours plus hypothéqué. »

Par ailleurs, la coopération internationale nécessaire pour faire face à ce moment de crise s'avère indispensable. Des mesures d'urgence doivent permettre d'alléger rapidement la situation des pays où des émeutes sociales ont déjà éclaté. Il faut aussi promouvoir sur le moyen terme des plans de coopération et d'échanges, accompagnés d'investissements conjoints qui accéléreront dans notre région la production agricole et la distribution d'aliments, et assortis d'un engagement résolu et d'une forte participation de l'Etat. Cuba est disposée à contribuer modestement à un effort de ce genre.

Le Programme que nous propose aujourd'hui le compañero Daniel en vue de concerter les efforts, les volontés et les ressources des membres de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et des pays centraméricains et caribéens mérite tout notre appui. Il présuppose que nous comprenions clairement que la situation alimentaire mondiale n'est pas une opportunité, comme le pensent certains, mais une crise très dangereuse. Il implique que nous reconnaissons expressément que nous devons orienter nos efforts à la défense du droit à l'alimentation pour tous et à une vie digne pour les millions de familles paysannes jusqu'ici spoliées, et non que nous saisissons l'occasion pour favoriser des intérêts corporatifs ou de mesquines opportunités commerciales.

Nous avons longuement discuté ce point. Il nous faut maintenant agir unis, avec audace, en faisant preuve de solidarité et d'esprit pratique.

Si tel est l'objectif commun, alors on peut compter sur Cuba.

Je conclus en rappelant les paroles prévoyantes de Fidel en 1996, toujours aussi actuelles par leur profondeur : « Les cloches qui sonnent aujourd'hui le glas pour ceux qui meurent de faim tous les jours sonneront demain pour l'humanité entière si celle-ci ne veut pas, ou ne sait pas ou ne peut pas être assez sage pour se sauver elle-même. »

Je vous remercie.

Esteban Lazo Hernández,

vice-président du conseil d'Etat de la République de Cuba.

Managua, Nicaragua, le 7 mai 2008.